

LES ESCADRES ALLIÉES DEVANT CONSTANTINOPLE

EXCELSIOR

9^e Année. — N° 2.917. — 10 centimes. — Étranger : 20 centimes.

Pierre Lafitte, fondateur.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON

20, rue d'Enghien, Paris. — Téléphone : Gut. 02-73.

TOUTE PERSONNE QUI

le JEUDI 14 NOVEMBRE 1918	aura vécu 8.286 JOURS EXACTEMENT	et dont GERMAINE est le prénom habituel
--	--	---

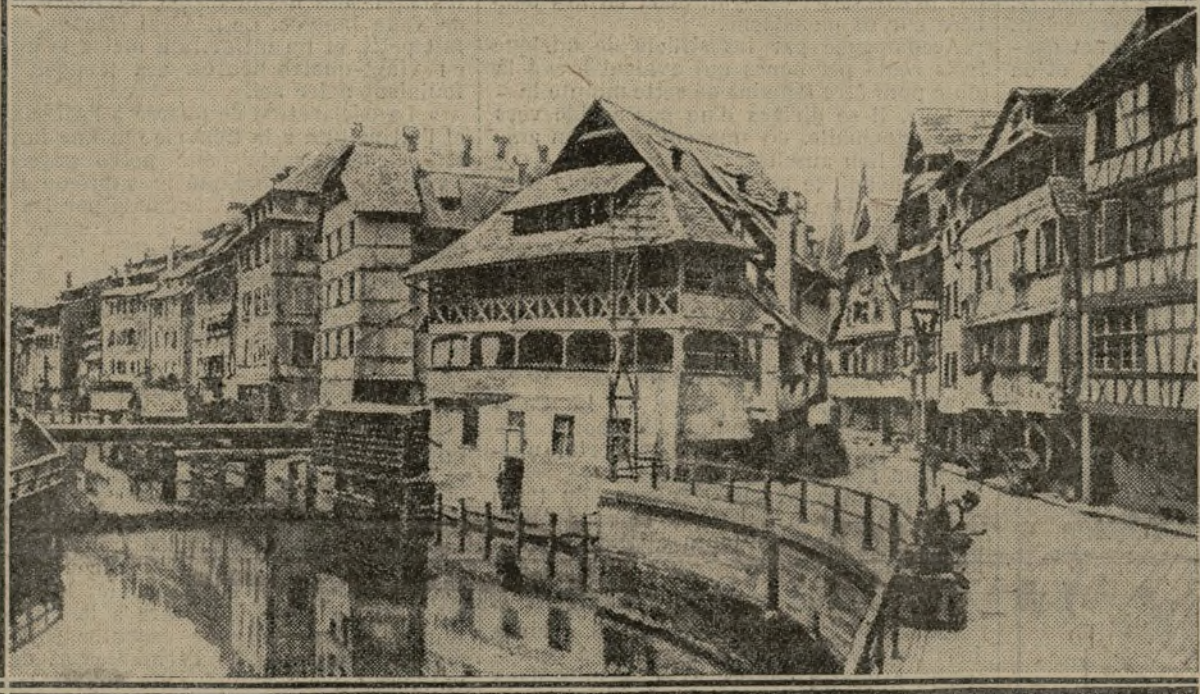
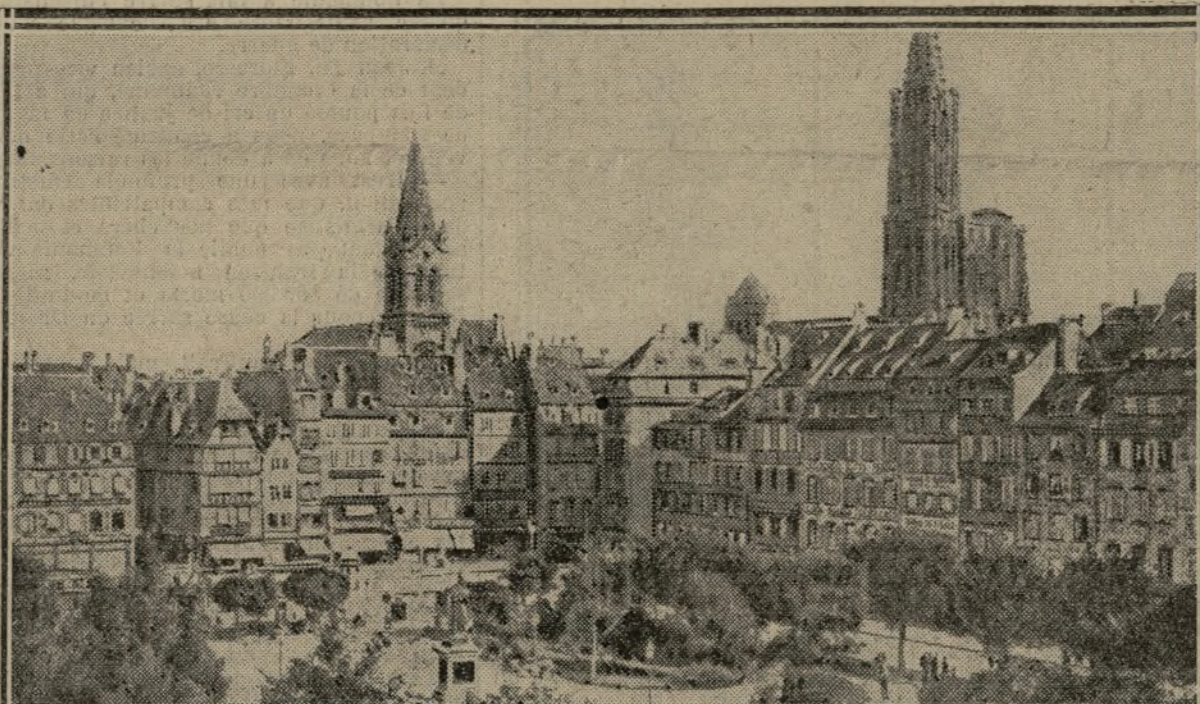
recevra, à titre gracieux, un abonnement d'un an à EXCELSIOR et sera intéressée dans nos bénéfices de 1919.

A DÉTACHER ET À CONSERVER

CES GRANDES CITÉS SONT REDEVENUES FRANÇAISES

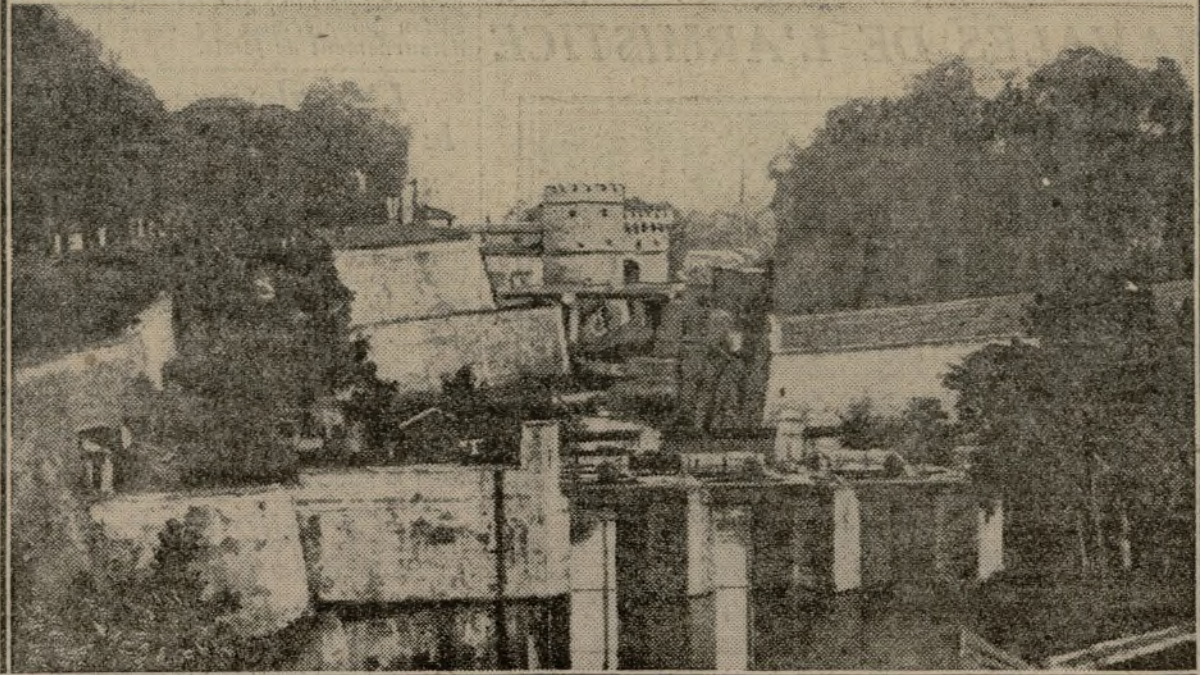
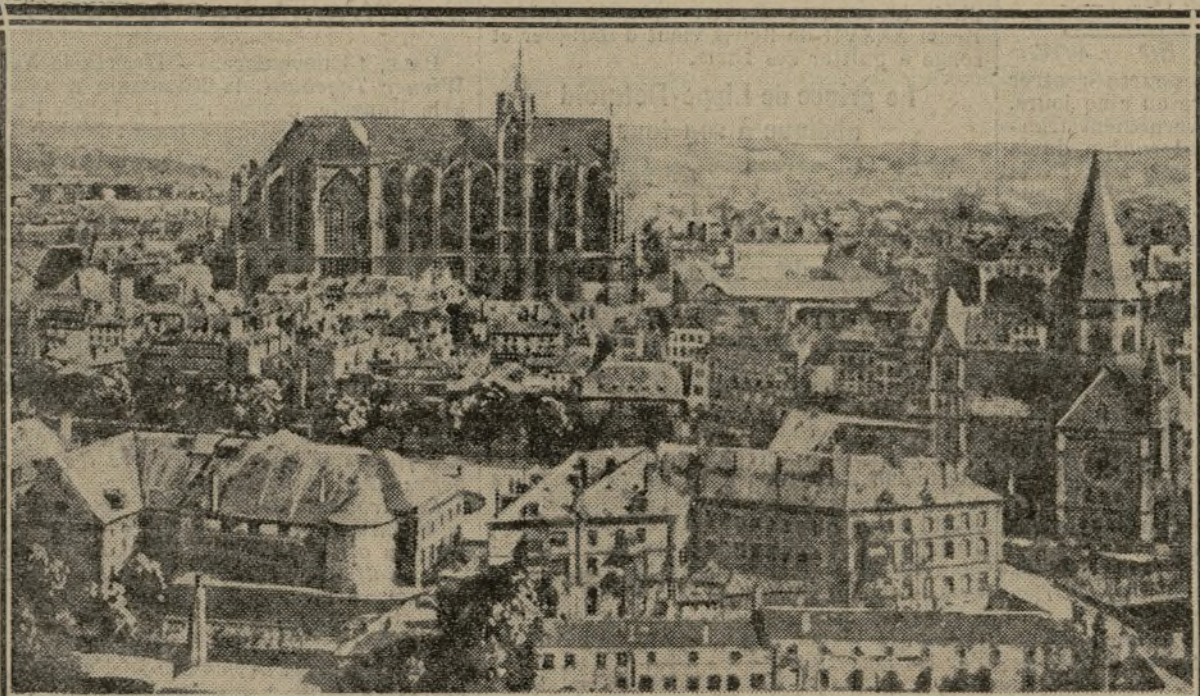
Strasbourg : 178.891 habitants

Mulhouse : 105.488 habitants

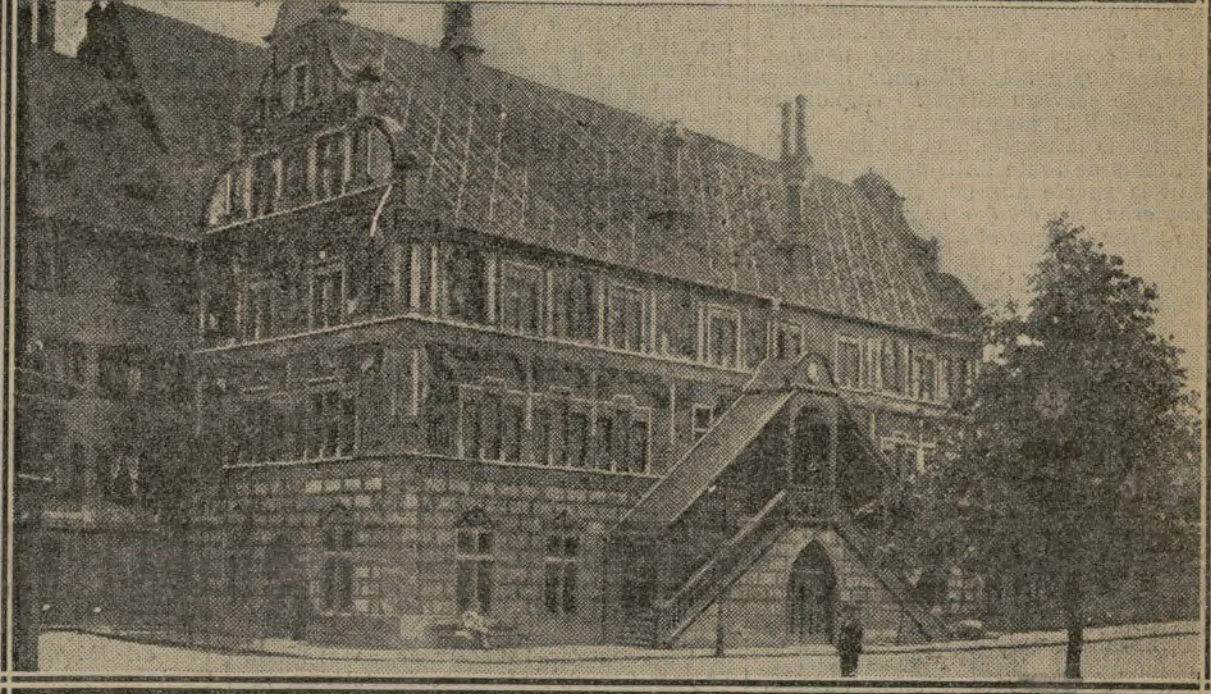
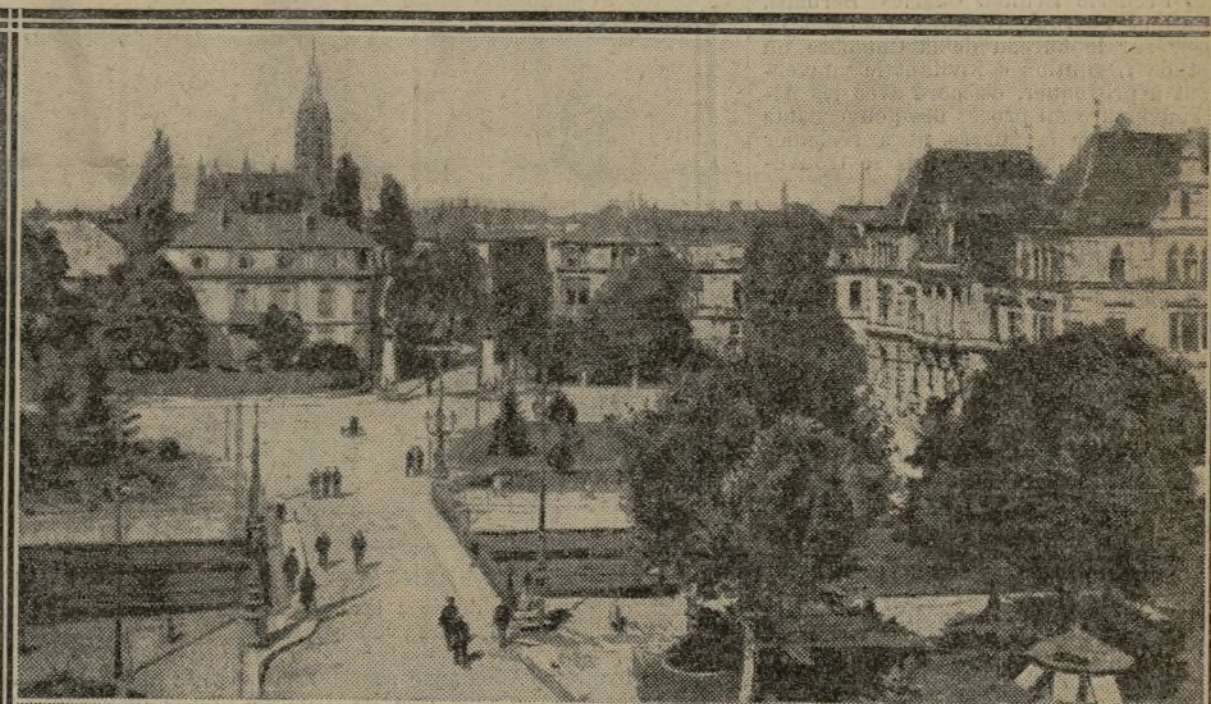


LA PLACE KLÉBER ET LA CATHÉDRALE. — UN COIN DU VIEUX STRASBOURG

Metz : 79.318 habitants

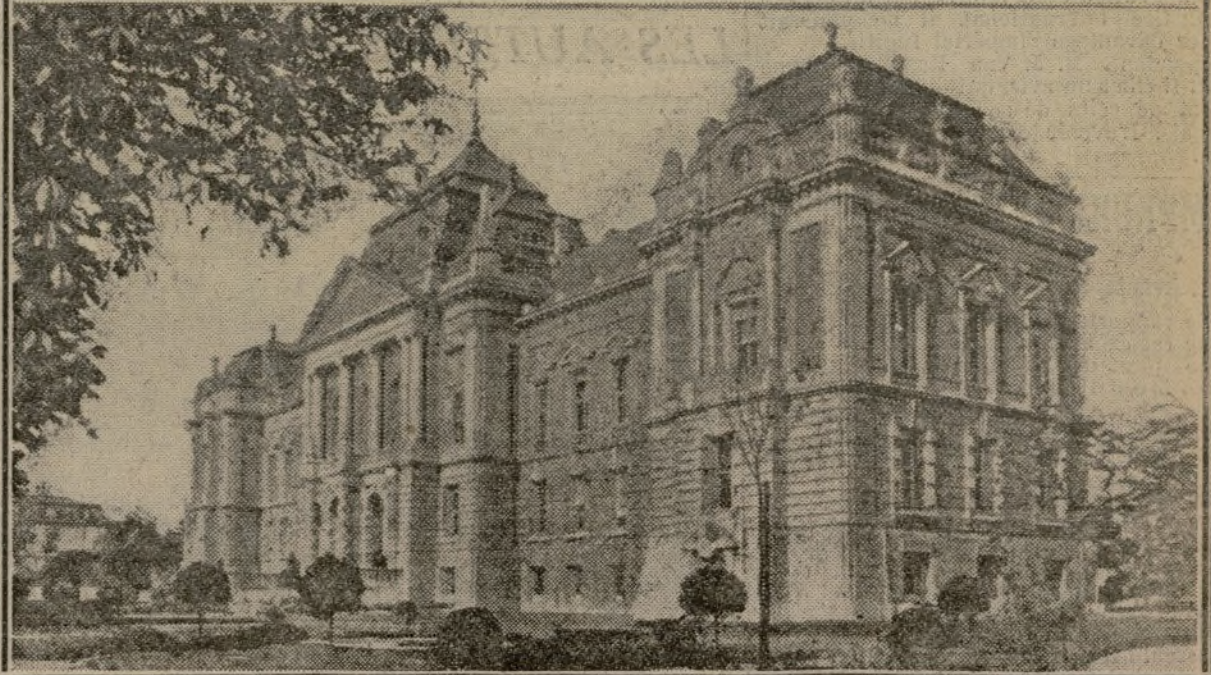


VUE GÉNÉRALE DE LA VILLE. — FOSSÉS DE LA PORTE DES ALLEMANDS
Nous avons établi hier que, sous la domination allemande, la population d'Alsace-Lorraine ne s'était accrue que peu sensiblement. Seules les grandes villes ont vu augmenter vraiment le nombre de leurs habitants. Strasbourg, Mulhouse, Metz et



L'ENTRÉE DE MULHOUSE ET LE CANAL. — LE VIEIL HOTEL DE VILLE

Colmar : 43.808 habitants



LA VIEILLE RUE DES TANNEURS. — LA COUR D'APPEL D'ALSACE-LORRAINE
Colmar ne comptait respectivement, en effet, que 84.167, 58.773, 54.887 et 23.669 habitants avant 1870. Aujourd'hui, Strasbourg, qui était autrefois la dixième ville de France, prend le sixième rang, à la suite de Paris, Marseille, Lyon, Bordeaux et Lille.

UN PROJET DE RÉSOLUTION INVITE LE GOUVERNEMENT A RÉCLAMER L'EXTRADITION DES AUTEURS RESPONSABLES DE LA GUERRE

L'article 7 du traité d'extradition entre la France et la Hollande, nous a dit M^e Clunet, s'oppose à cette éventualité, mais la question peut être tournée.

L'opinion de M^e Clunet

MM. Frédéric Brunet, Charles Bernard, Lecomte et Peyroux, députés, viennent de déposer sur le bureau de la Chambre un projet de résolution « invitant le gouvernement à provoquer, d'accord avec les Alliés, l'ouverture du procès des gouvernants responsables de la guerre, et à réclamer leur extradition partout où ils se trouveront ».

Nous avons demandé à M^e Clunet, qui fut directeur de l'Institut de droit international, et dont la parole fait autorité en ces questions, si les puissances alliées pouvaient réclamer l'extradition du kaiser, et quelle sanction pouvait lui être juridiquement appliquée.

« Etudions d'abord la question au point de vue philosophique, nous répond l'éminent juriste, afin de définir, en même temps que la mentalité allemande, le degré de culpabilité de l'empereur. Pour ceux qui ont suivi l'évolution de la pensée germanique, la science allemande, représentée par ses philosophes, ses universitaires, ses professeurs, ses intellectuels en un mot, est arrivée à admettre cette doctrine simplifiée et ambitieuse : dans la succession des âges, il y eut le règne grec, le règne romain. Au dix-septième siècle, et même au dix-huitième siècle, concède-t-elle, il y eut le règne français. L'heure du règne allemand est arrivée. Le peuple allemand a mérité de conduire les autres peuples, pour leur propre bien. Et, pour installer ce règne, le cerveau allemand emploie la force, quand il la juge nécessaire.

« Ce fut là la pensée, non seulement du kaiser, mais de toute l'Allemagne. Elle légitimait la guerre aux peuples inférieurs. Et l'empereur n'a été que l'exécuteur de la pensée philosophique et historique de l'Allemagne. Il n'est donc pas, à mon avis, plus coupable que les autres Allemands. Ils le sont tous au même degré.

« Quelle est, maintenant, la situation de Guillaume II ? Il a passé dans un pays neutre, la Hollande. Si le kaiser n'a fait qu'abandonner la couronne impériale, mais a gardé sa position militaire, ce qui est vraisemblable, il tombe sous l'application du droit coutumier de la guerre, qui est devenu du droit positif international. La cinquième convention de La Haye, signée par l'Allemagne et par la Hollande, le 18 octobre 1907, prévoit la conduite des neutres chez lesquels les belligérants pénètrent. Ceux-ci sont qualifiés de « réfugiés » et doivent être désarmés et internés. Cependant, cette même convention prévoit un traitement de faveur pour les officiers, qui peuvent rester libres, à la condition qu'ils donnent leur parole de ne pas quitter le territoire sans autorisation. Notez que l'exode du kaiser s'est accompli avant l'armistice. Notez, surtout, que l'armistice ne met pas fin à l'état de belligérance. Le kaiser tombe donc exactement sous l'application de la convention de La Haye.

« Venons-en à l'extradition. Je vous déclare tout net que je ne la crois pas possible. Car tous les traités d'extradition prévoient que celle-ci ne sera pas effectuée en matière politique. Or, on ne peut pas assimiler des ordres donnés à des armées à des délits de droit commun. L'article 7 du traité d'extradition entre la France et la Hollande du 24 décembre 1895 dit textuellement : « Aucune personne ne sera livrée si les délits pour lesquels l'extradition est demandée sont considérés par la partie requise comme un délit politique » ou un fait connexe à un semblable délit. Le texte est formel. Or, dans le rôle criminel de l'empereur, l'action politique a dominé, on ne peut le méconnaître. Les puissances alliées, en demandant l'extradition, accompliraient, elles-mêmes, un acte politique. On ne peut le méconnaître davantage. »

Mais que ferait le gouvernement néerlandais ?

Rapprochons de l'opinion précise, et appuyée sur des textes, de M^e Clunet, celle de M. le professeur J. A. Van Hamel, jurisconsulte hollandais. M. Van Hamel pense que le gouvernement hollandais « a dû » donner à entendre à l'ex-empereur que, si sa comparution était requise par un organe de justice internationale, il ne pourrait abriter davantage l'impératif fugitif.

Cependant, M. J. Van Hamel affirme point. Il émet un avis, qui diffère essentiellement de celui de son éminent collègue français. L'avenir décidera. — HENRI SIMON.

L'EMPRUNT DE LA LIBÉRATION

Avantages de la nouvelle rente

Elle rapporte 5,65 0/0 d'intérêt.
Elle est exempte d'impôts.
Elle jouit des mêmes privilèges que les rentes 5 0/0 1915 et 1916 et 4 0/0 1917.
Elle est admise par l'Etat en paiement de l'impôt sur les bénéfices de guerre.
Elle est à l'abri de toute conversion pendant 25 ans.

Elle comporte une prime de remboursement de 29,20 pour un montant nominal de 100 francs, égale à 41,24 0/0 du capital versé à la souscription.

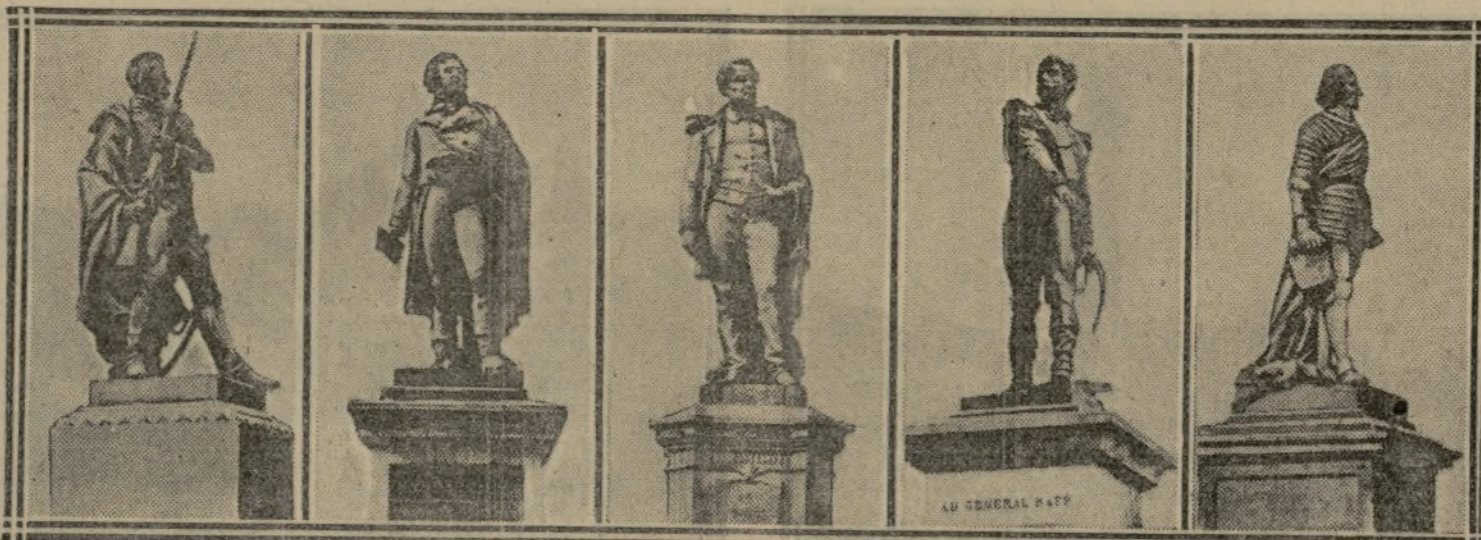
La rente entièrement libérée sera admise par la Banque de France en garantie d'escompte ou d'avances.
La rente sera négociable en Bourse ; elle offre la chance d'une plus-value en capital, de 12,99 0/0 quand le cours atteint 80 francs, de 27,11 0/0 quand le cours atteint 90 francs, de 41,24 0/0 quand le cours atteint 100 francs (le pair). Les coupons de la rente sont payés par trimestre.
Premier coupon à échoir : 15 janvier 1919.

ILS S'EN VONT

Les troupes alliées ont franchi la frontière et marchent vers Strasbourg et vers Metz.

TOUT LE BASSIN DE BRIEY EST A NOUS

Le gouvernement de Berlin // Le kronprinz a rejoint // Les armées de nos ennemis
semble obtenir l'accalmie. // le kaiser en Hollande. // se mutinent en Belgique.



CELS HEROS FRANÇAIS NE VERRONT PLUS PASSER LES ALLEMANDS DONT LA VUE LES OFFENSA.

Voici, de gauche à droite : les monuments du maréchal Ney, Kléber, à Strasbourg ; de l'amiral Brat et du général Rapp, sur l'Esplanade de Metz ; du général Kléber, sur la place Kléber ; à Colmar ; du maréchal Faber, devant la cathédrale, à Metz.

Les nouvelles d'Allemagne sont toujours assez rares, étant donné que les frontières restent fermées. Les informations étant sous le contrôle des socialistes majoritaires, il n'est pas étonnant qu'elles soient favorables au groupe Ebert-Scheidemann. Il semble bien pourtant que le gouvernement dirigé par les chefs de la social-démocratie soit maître de la situation, et que les minoritaires soient d'accord avec les majoritaires pour empêcher les excès et barrer la route aux extrémistes.

D'une manière générale, la tranquillité semble se rétablir en Allemagne. L'ordre est maintenu à Berlin, non sans fermeté, si l'on en croit la nouvelle d'après laquelle deux civils et trois militaires auraient été condamnés à mort pour pillage. Toutefois l'exécution ne serait pas encore accomplie.

Dans le Sud, les libéraux collaborent avec les socialistes. A Stuttgart, ils ont formé un ministère commun. Enfin le maréchal Hindenburg et le successeur de Ludendorff, le général von Groener, travaillent à organiser la démobilisation avec ordre.

Pour le moment, l'Etat allemand reste intact avec une appellation nouvelle. Ce qui tend à se former, c'est une république nationale organisée à laquelle la république des Allemands d'Autriche demande déjà à s'annexer. L'Allemagne, ayant rendu l'Alsace-Lorraine et libéré la Pologne, vaudrait se dédommager en s'adjointant une dizaine de millions d'habitants nouveaux ? Il y a toujours là un grave sujet de préoccupation pour l'Entente.

Jacques BAINVILLE.

L'ÉVACUATION A COMMENCÉ

L'évacuation de la Belgique, de la France et de l'Alsace-Lorraine a commencé dès lundi matin, et elle se poursuit dans des conditions de rapidité satisfaisantes.

Dès hier, l'arrondissement de Briey était totalement évacué par les troupes allemandes, et, dans la soirée, M. Massoni, le nouveau sous-préfet, a pu prendre possession de son poste.

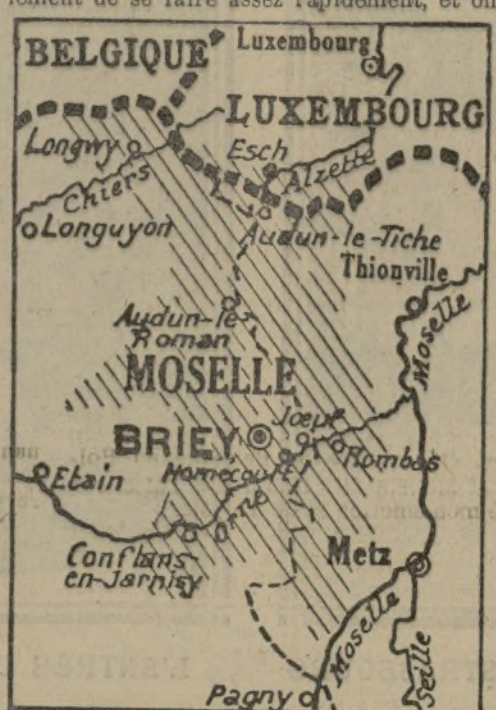
Les troupes américaines ont déjà dépassé la frontière et s'avancent dans la direction de Metz et de Strasbourg.

Si les troupes allemandes se repliaient encore pendant quelques jours dans les mêmes conditions, l'entrée des Français et des contingents alliés dans les deux principales villes de l'Alsace et de la Lorraine, Strasbourg et Metz, s'effectuerait, espère-t-on, dans la journée de dimanche ou dans les premiers jours de la semaine prochaine au plus tard.

C'est le maréchal Foch qui prendra possession de ces deux villes au nom de la France et de ses alliés.

L'entrée solennelle du généralissime se

fera en présence de M. Poincaré, président de la République ; de M. Clemenceau, président du Conseil, ministre de la Guerre, et de plusieurs membres du gouvernement. L'évacuation de la Belgique promet également de se faire assez rapidement, et on



Gisements de fer du bassin de Briey

estime que le roi Albert pourra rentrer dans sa capitale d'ici quatre ou cinq jours.

A cette occasion, le gouvernement français a décidé que le grand cordon de la Légion d'honneur serait remis à S. M. la reine Elisabeth, et que la Légion d'honneur et la croix de guerre avec palme seraient décernées au prince héritier de Belgique.

Guillaume II est arrivé au château d'Amerongen

AMSTERDAM, 13 novembre. — Le Telegraaf publie un compte rendu de la réception faite au kaiser à son arrivée.

Le train dépassa doucement la station de Maarn, près d'Amerongen, pour s'arrêter à un endroit veuf de toute plate-forme.

La réception du kaiser fut dénuée de faste.

Guillaume II portait l'uniforme de général, mais aucune décoration.

Il est complètement gris, il a le teint jaunâtre, mais ses yeux gris-bleu n'ont rien perdu de leur arrogance d'autan.

Le kaiser n'était accompagné que de deux vieux généraux, dont l'un tenta d'empêcher

un photographe hollandais de prendre un cliché, tandis que l'autre, ému sans doute par le spectacle, essayait deux larmes tombées sur sa moustache.

Accompagné par les sifflets de quelque trois cents personnes qui avaient bravé la pluie pour être témoins de cette minute historique, il se dirigea d'un pas rapide vers une automobile, où une conversation animée eut lieu aussitôt.

On entendit le kaiser dire au comte Bentinck : « Denn was sagen sie dazu ? » (Qu'en dites-vous ?) La réponse fut inintelligible, cependant qu'une poignée de l'ancienne domesticité s'essayait à pousser un faible hurra.

Le kaiser est soumis au régime des internés

AMSTERDAM, 13 novembre. — Le Telegraaf apprend que les autorités hollandaises ont permis au kaiser d'emporter uniquement ses objets personnels.

On ne lui a permis d'enlever, du train qui l'amena, rien qui ne lui appartint pas au propre, règle toujours appliquée dans les cas d'internement.

Le kronprinz serait à Maëstricht

LA HAYE, 13 novembre. — L'ex-prince héritier d'Allemagne est arrivé à Maëstricht, à quatre heures, avec sa suite dans quatre automobiles. Il a été conduit chez le gouverneur du Limbourg, qui lui fera connaître la décision du gouvernement au sujet du domicile qui lui sera assigné.

Le prince de Reuss quitte ses États

LONDRES, 13 novembre. — On télégraphie à l'agence Reuter que le prince Henri XXXVII de Reuss vient d'abdiquer et songe à quitter ses États.

Le prince de Lippe-Detmold abdique à son tour

BERNE, 13 novembre. — On mande de Detmold à l'agence Wolff, 12 novembre, que le prince Léopold de Lippe-Detmold vient de renoncer au trône.

Les soldats allemands se mutinent en Belgique

AMSTERDAM, 13 novembre. — Le bruit court qu'une mutinerie de la garnison d'Anvers fut accompagnée de désordres sérieux. Les officiers furent obligés de s'enfuir en automobile.

Le Handelsblad raconte qu'au cours d'une mutinerie au camp de Beverloo plusieurs milliers de soldats allemands se sont réunis, criant à tue-tête : « Vive la République ! »

Un autre contingent qui s'était déclaré pour le kaiser a été attaqué et défait, et a pris la fuite avec armes et bagages vers la frontière hollandaise, qu'il a traversée entre Loosen et Weert. Il a été désarmé ce matin par les autorités.

POURQUOI LE GOUVERNEMENT ROUMAIN VIENT DE DÉCLARER LA GUERRE A L'ALLEMAGNE UNE SECONDE FOIS MALGRÉ L'ARMISTICE

M. Floresco, ancien vice-président de la Chambre roumaine, affirme que ce n'est point là un geste théorique et que les hostilités seront vraiment reprises.

La Roumanie a fait suivre l'ultimatum qu'elle avait lancé à l'Allemagne d'une déclaration de guerre.

M. Jean Th. Floresco, ancien vice-président de la Chambre roumaine, qui a tant de fois poussé un cri de justice en faveur de son pays, nous a confirmé cette nouvelle et nous en a donné les raisons.

« C'est avec une profonde émotion, nous dit-il, que mes compatriotes ont vu dans l'armistice que nos chers et nobles alliés n'ont pas oublié la Roumanie victime de la trahison bolcheviste, ni son sacrifice de 800.000 morts et de toute sa fortune, pour la cause sacrée du Droit et de l'humanité.

« Notre pays souffrait, mais conservait sa foi inébranlable. M. Brătianu et les amis de M. Take Jonesco, tous ardents nationalistes, n'ont cessé de porter des coups au gouvernement protégé par les mitrailleuses de Mackensen. Malheureusement, l'armée roumaine manquait de tout. Bucarest était miné. Mais voici pour nos ennemis les revers du front occidental. Un avion français en apporte, le 22 octobre, la nouvelle merveilleuse et reconfortante.

M. Marghiloman est renversé par la tempête populaire, et un gouvernement militaire vient au pouvoir avec le général Coandă. C'est, selon toute probabilité, un gouvernement de transition qui prépare le triomphe des nationalistes, de Brătianu et de Take Jonesco. Le général Mackensen se fait petit, et un ultimatum met à la porte, en vingt-quatre heures, ses troupes, qui foulaient notre sol.

« La déclaration de guerre à l'Allemagne et l'ultimatum à la Hongrie ont une importance considérable pour notre pays. La Roumanie a revendiqué le suprême honneur de chasser les Allemands par les armes avant que l'armistice fût signé, car l'ultimatum à l'Allemagne date du 9 novembre. Elle a aussi voulu prouver sa fidélité à l'Entente et la continuité de ses sentiments. Enfin, il y a pour elle la nécessité d'être belligérante à la Conférence de la paix.

« La guerre sera-t-elle réellement reprise ?

« Oui. Les Dorobantzi paraîtront dans quelques jours aux crêtes des Karpathes et à travers les mêmes contrées qu'ils ont si richement arrosées de leur sang il y a deux ans, à la même époque.

« Une armée de 400.000 hommes, non contaminés par le bolchevisme environnant, occupera la Transylvanie, le Banat et la Bukovine. Elle restera à la disposition de l'Entente pour exécuter soit les clauses complexes de l'armistice et de la paix, soit pour étendre les foyers anarchiques de la Russie, où se trouvent engagés tant d'intérêts français et tant de problèmes engageant l'avenir de la politique mondiale. » — ROGER VALBELLE.

La Roumanie adresse un ultimatum à la Hongrie

BALE, 13 novembre. — D'après le Neues Wiener Tageblatt, la Roumanie a adressé à la Hongrie, comme elle l'a fait à l'Allemagne, un ultimatum exigeant l'évacuation immédiate de la Transylvanie.

Les Alliés occupent les Dardanelles

(OFFICIEL). — Les escadres alliées sont entrées, le 13 novembre, à Constantinople. Les forces françaises comprenaient la 2^e escadre de l'armée navale commandée par l'amiral Amet, ayant son pavillon à bord du cuirassé Diderot.

LONDRES, 13 novembre. — (Officiel). — Les flottes alliées ont traversé les Dardanelles hier 12 novembre.

Les troupes britanniques, indiennes et sudiennes, occupant les forts étaient rangées en ordre au passage des bâtiments.

La flotte est arrivée au large de Constantinople, ce matin, à 8 heures.

La fuite des Jeunes-Turcs

Talaat, Enver, Djemal, le D^r Nazim et les autres chefs du parti jeune-turc germanophile ont pris la fuite. Ils sont mis en accusation pour crimes de droit commun et détournement de fonds.

L'Angleterre félicite le gouvernement français

M. Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères, a reçu hier lord Derby, qui venait, au nom du gouvernement britannique, apporter au gouvernement de la République toutes ses félicitations pour la signature de l'armistice avec l'Allemagne.

M. Pichon a répondu qu'il était heureux d'avoir à exprimer à l'égard de la Grande-Bretagne et de son gouvernement des sentiments tout à fait conformes à ceux qui venaient d'être formulés par lord Derby. Les deux grandes nations alliées resteront unies dans la paix comme elles l'ont été dans la guerre.

Le salut de Paris à la Belgique

Une délégation d'édiles parisiens ira saluer, au nom de la Ville de Paris, le roi Albert lors de sa rentrée à Bruxelles.

Une adresse a été remise aux autorités militaires pour saluer M. Max, bourgmestre de Bruxelles, à son retour de captivité.

LEÇONS PAR CORRESPONDANCE Rue de Rivoli 53, PARIS COMMERCES, COMPTABILITÉ, STENO DACTYLO, LANGUES, etc. Préparation aux Brevets et aux Baccalauréats.

LES AUTEURS DES CLAUSES NAVALES DE L'ARMISTICE



LES COMMISSAIRES DE LA MARINE QUI ONT COLLABORÉ À LA VENUE ON DU 11 NOVEMBRE

C'est une commission interalliée de douze membres, réunie sous la présidence de M. Leygues, ministre de la Marine française, qui a statué sur les obligations d'ordre naval à imposer à nos ennemis. Voici l'ensemble de cette commission. De gauche à droite : le vice-amiral Sims (Américain), le contre-amiral Iida (Japonais), le commodore Heaton Ellis (Anglais), l'amiral Benson

(Américain), le capitaine de frégate de Rothiacob (Français), sir Eric Geddes, premier lord de l'Amirauté (Anglais), le contre-amiral Long (Américain), M. Leygues, le capitaine de vaisseau Jackson (Américain), l'amiral sir Rosslyn Wemyss (Anglais), le vice-amiral de Bon (Français), le capitaine de vaisseau Matsumura (Japonais) et le contre-amiral Grassi (Italien).

LES CONTES D'EXCELSIOR

LE PRÉNOM D'UN AUTRE

PAR
GEORGES DOCQUOIS

J'aime Denis comme moi-même.
Ce qui ne veut pas dire que j'aime constamment. C'est qu'il m'adient, parfois, de me détester. Soyez tranquilles, je ne me déteste jamais bien longtemps; car, foncièrement, je m'estime, et j'en ai tous les droits.

J'aime donc Denis d'une façon qui aurait de quoi le satisfaire, s'il tenait à mon amitié. Or, je crois qu'il y tient. Il m'en donne, au surplus, des preuves quotidiennes. Il ne se passe pas de jour, en effet, qu'il ne me vienne conter ses joies ou ses tourments.

Dès qu'il entre, je le regarde; et tout de suite je suis fixé. Selon qu'il me propose une figure toute ronde ou un visage tout amaigri, je lui donne une bonne tape sur l'épaule, en riant avec bruit, ou je lui serre vigoureusement la main en silence. La terre, c'est pour le féliciter d'être content si manifestement; l'étreinte silencieuse, c'est pour le consoler préventivement de son chagrin tout neuf. Car sa physionomie est le reflet fidèle de ses sentiments.

C'est un garçon véridique. Je ne l'ai jamais vu masqué, même en carnaval.

Ce matin, Denis m'est venu avec une face toute longue, toute maigre, dans laquelle sa petite bouche frisée frémissait continuellement, comme étreinte par un tic nerveux.

Selon mes us quand il a cet aspect-là, je lui ai serré la main, sans mot dire. Puis je l'ai lâché, et je me suis rassisi, pendant que lui-même se laissait tomber sur le divan.

Muettement encore, je lui ai présenté une cigarette; d'un geste qui tremblait un peu, il l'a refusée.

A ce signe, j'ai compris qu'il était très gravement atteint.

Par solidarité, (car lorsque Denis souffre, c'est singulier, mais cela est — je me mets à souffrir aussi) j'ai moi-même remis le plaisir du tabac à plus tard. Et il s'est écoulé cinq minutes sans une parole de part ni d'autre.

Je guettais la pénible confiance.

Je savais qu'elle était montée du cœur de Denis dans sa bouche, qu'elle était en train de faire effort pour descendre ses lèvres et bondir vers moi; mais ses lèvres, nerveusement pressées, ne parvenaient point à se desserrer.

Enfin, tout de même, Denis put parler.

— Oh ! dit-il, c'est bien simple : cette fois-ci je suis empoisonné. Moralement, bien entendu ! Hier, mon amie, par mégarde...

Il énonça ces deux derniers mots en riant d'un rire sec, qui n'était pas un rire, en réalité, mais une espèce de sanglot déguisé.

J'attendis la fin de l'accès.

L'accès passé, Denis reprit, avec un calme pitoyable :

— Donc, hier, par mégarde, mon amie m'a donné un prénom qui n'était pas le mien... Elle m'a appelé Gaston !... Je nous revois d'elle, étendue sur une chaise longue; moi, près d'elle, classant des papiers... Elle semblait perdue dans un rêve; moi, qui m'en croyais l'objet, je me sentais plus heureux qu'à l'ordinaire...

Il soupira.

— Tu n'as pas remarqué, observa-t-il, que c'est toujours au moment où on se sent plus heureux qu'à l'ordinaire que le malheur est sur vous ?

— Au fait, voyons, Denis ! Au fait !

— Donc, je me sentais...

— Oui, c'est entendu.

— Bon... Et, soudain, elle m'a appelé... elle m'a appelé Gaston !...

— Oui, oui !... Alors ?

— Alors, te dire le choc !... Ah ! quel choc !

— Ensuite, ce s'est-il passé ?

— Oh ! peu de chose !

— Tu as pris la parole ?

— Non, j'ai pris la plume, et, sous le coup de la douloureuse inspiration, j'ai écrit ce sonnet :

Et Denis recita :

Eh ! Que veux-tu que je te dise ?
Sens-tu ce qui se disloque en
L'esprit d'un pauvre homme épris, quand,
Par calcul ou par balourdise,
Sa très chère le débaptise
Et va, soudain, lui colloquant
Le nom de quelque autre croquant !
Conçoit-on semblable sottise,
Ou semblable dérision ?
Une telle confusion
Révolterait, je le parie,
L'âme même d'un épicière !
Pour moi, sache-le, ma chérie,
Je ne sais rien de plus grossier.

— La chose accomplie, poursuivait Denis, je la lui ai placée sous les yeux. Et, tout de suite, elle a rougi, mais rougi ! Et elle a balbutié : "Vraiment, Denis, vous êtes extraordinaire !" Et... et il n'en a plus été question.

— Tu as commis deux fautes, déclarai-je. D'abord, il ne fallait pas entendre, quand, par mégarde, elle t'a appelé Gaston; puis, il ne fallait pas lui donner à lire ce mauvais sonnet, qui l'a fait rougir. Elle peut croire, désormais, que tu as emporté la conviction de l'avoir confondue. Elle ne te le pardonnera peut-être jamais.

— Tu n'as que trop raison ! gémit Denis.

— Mais que vas-tu faire ?

— Je vais rompre ! cria-t-il en se levant.

— Rompre !

— Oui, rompre... avec mon parrain, cet idiot, qui m'a collé ce prénom de Denis, quand ça lui aurait coûté si peu de m'appeler, moi aussi, Gaston !

Georges DOCQUOIS.

LA DOCUMENTATION SUR LA GUERRE

LA PLUS COMPLÈTE ET LA PLUS EXACTE

est fournie par la collection d'EXCELSIOR depuis août 1914. — Quelques-unes peuvent encore être livrées. — Demander conditions spéciales à nos bureaux.

ON DEMANDE

Steno-Dactylographe accomplie, connaissant sténographie anglaise. Ecrire à M. HERY, 16, rue du Rocher.

DERNIÈRE HEURE

M. INGHELS, DÉPUTÉ DU NORD REVIENT DE CAPTIVITÉ

Arrêté pour avoir protesté contre les violences de l'ennemi il subit dans 7 prisons successives la plus dure détention.

M. Inghels, député du Nord, qui fut deux ans prisonnier des Allemands, a touché le sol de Paris, hier soir, à 10 heures 1/2. Arrivé le matin à Dieppe par le *Bata-vier-III*, il a fait le voyage en compagnie de M. Favre, sous-secrétaire d'Etat, et de ses deux enfants.

Nous reconnaissons le député du Nord à sa haute stature, à sa barbe fluviale semée de fils d'argent.

— Oui, s'écrie-t-il en nous apercevant, libre, je suis libre depuis vendredi dernier, et, vous voyez, je n'ai pas perdu de temps. Voulez-vous un récit bref ? Voilà. Le 22 novembre 1916, j'étais à Tournai. J'ai été condamné à trois ans de prison par les autorités allemandes pour avoir, je ne m'en cache point, essayé par tous les moyens de remonter le moral de la population. J'avais encore établi un dossier des violences commises par nos ennemis, et j'avais, sur trois feuilles, écrit trois faits saillants : 1° l'assaut d'une maison calme, habitée par des femmes de mobilisés, par une patrouille « qui voulait du vin » ; 2° l'assassinat du fils du docteur Vanheuverwinc, de Lille, âgé de vingt ans ; il fut cloué dans son lit d'un coup de baïonnette, pour s'être amusé à allumer une lampe électrique ; 3° un cor-donnier de la rue Martine, à Tournai, tué parce qu'il refusait de faire des chaussures aux Allemands.

— Ils ont profité d'un jour où j'assistais à l'enterrement d'une nièce pour perquisitionner. Ils ont fouillé partout, jusqu'à la corbeille aux lettres de faire-part. Enfin, ils ont trouvé les papiers compromettants. Je fus arrêté. Je passai devant le conseil de guerre siégeant à Tournai et fus condamné « pour avoir écrit et reproduit des articles de journaux français et avoir intrigué contre l'occupant ». C'était exact. Ils essayèrent, sans pouvoir y parvenir d'ailleurs, à m'impliquer dans l'affaire Jacquet, à laquelle, je l'avoue, j'ai collaboré de tout mon effort.

— Le président du conseil me dit :
— Vous pouvez partir.
— A quoi suis-je condamné ?
— Vous le saurez. Retirez-vous.

— Je ne le sus que le cinquième jour. Ma femme, qui m'apportait la nourriture à la prison, m'apportait encore les échos de la ville. Le bruit courait que j'allais être fusillé.

— Et je fis, en sept semaines, sept prisons : 1° dans les sous-sols de la mairie de Tournai ; 2° dans l'usine Rukène ; 3° dans la prison de Condé ; 4° à Aix-la-Chapelle ; 5° à Anraht ; 6° à Cologne ; 7° à Coblenz. Là, je suis resté deux ans en prison cellulaire, traité comme un bandit.

— Vendredi dernier, vers 3 h. 1/2 de l'après-midi, j'entendis un bruit de voix enfan-tines, puis une grande rumeur. C'étaient une centaine de pionniers qui prenaient d'assaut la prison — l'ancien couvent des car-mélites — en défonçant les portes de fer à coups de hache et de marteau et en fai-saient sortir de force les prisonniers. Les soldats mirent le feu aux deux édifices, prison des hommes et prison des femmes, et se répandirent dans la ville.

— Ils la saccagèrent ?

— Pas du tout. Ils ne détruisirent que les prisons. Ils ne se livrèrent dans la ville



M. INGHELS

somme que j'avais déposée. Je me rendis à la kommandantur, où siégeait le Conseil des soldats. L'un d'eux me remit un laissez-passer pour Cologne. J'ai passé la frontière à Vamploo. C'était dimanche. Je partis l'après-midi pour Rotterdam, et le lundi matin je me rendis chez le consul français. J'étais assis, enfin, dans un confortable fauteuil, lorsque le consul m'interrogea :

— Savez-vous où sont vos enfants ?

— Mais à Paris, je pense.

— Je ne le crois pas, ils doivent être à La Haye. Je vais téléphoner et m'en rendre compte.

Il ouvrit la porte pour aller téléphoner, et, par un fait miraculeux du hasard, je me trouvais face à face avec mes enfants, qui avaient été évacués de Belgique en Hollande et allaient être conduits à Paris. Jugez de mon émotion et de ma joie.

Les deux enfants, une charmante jeune fille de dix-huit ans et un garçon de treize ans, qui ont attentivement écouté le récit, se blottissent contre lui. Ils revivent l'é-mouvante minute.

Nous posons une dernière question :

— Avez-vous été l'objet de sévices graves pendant votre captivité ?

— Le récit en serait trop long. Venez à la Chambre. Je donnerai à la tribune des renseignements sur la situation des prison-niers.

— Ils éclaireront votre jugement. — E.-H. S.

LES MOBILISÉS DEVRONT RETROUVER LEURS EMPLOIS

Ainsi, hier, en a décidé la Chambre envisageant le retour à la vie normale.

Après une longue discussion, la Chambre a voté hier le projet ayant pour objet de garantir leur travail ou leur emploi aux ou-vriers et employés atteints par la mobili-sation générale.

Le texte adopté prescrit aux administra-tions, offices, entreprises publiques ou pri-vées, de garantir à leur personnel mobilisé, pour toutes les personnes ayant un contrat de louage et toutes les fois que la reprise de la personne sera possible, l'emploi que chacun occupait au moment de sa mobili-sation.

Pour cette appréciation il sera tenu compte des changements survenus depuis le début de la guerre dans le fonctionne-ment des administrations, offices et entre-prises, résultant de destructions d'établisse-ments, modifications importantes dans les procédés de travail, perte de clientèle, et des maladies, blessures ou infirmités de na-ture à modifier l'aptitude des personnels à l'emploi qu'ils occupaient.

L'intéressé resté apte sera repris au taux normal et courant sans que le taux de son salaire ou de ses appointements soit infé-rieur à celui qui lui était attribué avant la guerre.

En ce qui concerne les contrats de travail écrits ou résultant d'usage locaux à durée déterminée, ils reprendront pour la durée restant en cours au moment de la mobili-sation.

En fin de séance, M. Rabier, président de la commission des travaux publics, a an-noncé le retrait de l'ordre du jour du projet ayant pour objet de modifier le régime d'ex-ploitation des chemins de fer pendant la guerre.

A l'ouverture, M. J.-B. Abel, vice-prési-dent, avait prononcé l'éloge de M. Emile Favre, député de la Haute-Savoie, décédé.

Séance mardi prochain. — LÉOPOLD BLOND.

L'hommage de Paris aux artisans de la victoire

Le bureau du Conseil municipal a décidé d'inviter M. Clemenceau, les maréchaux Joffre et Foch à une séance solennelle qui sera tenue en leur honneur, à l'occasion de la pose, à l'Hôtel de Ville, de plaques commémoratives.

Plus de lumière bleue

Verres et manchons bleus ont, mainte-nant à peu près disparu, ainsi d'ailleurs que les abat-jour dont étaient dotés les réverbères de la capitale.

Dans quelques jours, l'éclairage de la capitale sera redevenu à peu près normal. Mais il convient d'agir avec beaucoup de circonspection, car on ne doit pas oublier que des économies de charbon s'imposent pendant quelque temps encore, en raison de la pénurie des moyens de transport et de l'épuisement des stocks de combustible.

La question de la censure

Au nom du groupe socialiste, M. Ernest Lafont a déposé, hier, sur le bureau de la Chambre, une proposition de loi tendant à la levée de l'état de siège dans toute la France et à la suppression de la censure.

NOUVELLES BRÈVES

— Le ministre des Affaires étrangères et Mme Pichon ont offert hier, au quai d'Orsay, un déjeuner en l'honneur de S. A. I. le prince Yorihito. L'ambassadeur du Japon y assistait.

— Le bâtonnier Léon Théodon, dont on se rappelle la noble résistance aux oppresseurs de la Belgique, a adressé à M. Clemenceau, au maréchal Foch et au bâtonnier Henri-Robert les félicitations du barreau de Bruxelles.

— La commission des travaux publics a chargé une délégation d'aller étudier en Alsace les questions relatives aux voies ferrées.

— La première chambre civile a déclaré, hier, déchu de la nationalité française M. Adolphe Aslmann, directeur à Paris de la *Viktoria* de Berlin.

— La sixième chambre correctionnelle a con-damné, hier, pour hausse illicite sur le sucre, huit négociants à des peines variant de 200 à 20.000 francs d'amende.

— Un communiqué de l'Amirauté britannique annonce officiellement la perte du dreadnought *Hudajins*, coulé par une mine le 27 octobre 1914.

Bourse de Paris, 13 novembre 1918

VALEURS	Cours préc.	Cours du jour	VALEURS	Cours préc.	Cours du jour
PARQUET			11. Fév. 1811	77.75	79
5 0/0 libéré	87.60	87.65	11.1812	400	395.50
4 0/0 libéré	71.65	71.65	11.1813	210	210
3 0/0 libéré	74.40	74.40	11.1814	402	400
3 1/2 libéré	6.00	6.00	11.1815	41.50	342
Tout 1872	84.40	82.10	11.1816	328	328
Arrière 1872	356.00	353.00	11.1817	1025	1350
1873	208.75	202.00	11.1818	65	75
1874	285.00	286.00	11.1819	25	930
1875	329.75	329.50	11.1820	1085	107
1876	208.75	202.00	11.1821	0	0
1877	208.75	202.00	11.1822	393	393
1878	208.75	202.00	11.1823	1880	1872
1879	208.75	202.00	11.1824	485	449.50
1880	208.75	202.00	11.1825	114	300
1881	208.75	202.00	11.1826	394	1160
1882	208.75	202.00	11.1827	0	0
1883	208.75	202.00	11.1828	0	0
1884	208.75	202.00	11.1829	0	0
1885	208.75	202.00	11.1830	0	0
1886	208.75	202.00	11.1831	0	0
1887	208.75	202.00	11.1832	0	0
1888	208.75	202.00	11.1833	0	0
1889	208.75	202.00	11.1834	0	0
1890	208.75	202.00	11.1835	0	0
1891	208.75	202.00	11.1836	0	0
1892	208.75	202.00	11.1837	0	0
1893	208.75	202.00	11.1838	0	0
1894	208.75	202.00	11.1839	0	0
1895	208.75	202.00	11.1840	0	0
1896	208.75	202.00	11.1841	0	0
1897	208.75	202.00	11.1842	0	0
1898	208.75	202.00	11.1843	0	0
1899	208.75	202.00	11.1844	0	0
1900	208.75	202.00	11.1845	0	0
1901	208.75	202.00	11.1846	0	0
1902	208.75	202.00	11.1847	0	0
1903	208.75	202.00	11.1848	0	0
1904	208.75	202.00	11.1849	0	0
1905	208.75	202.00	11.1850	0	0
1906	208.75	202.00	11.1851	0	0
1907	208.75	202.00	11.1852	0	0
1908	208.75	202.00	11.1853	0	0
1909	208.75	202.00	11.1854	0	0
1910	208.75	202.00	11.1855	0	0
1911	208.75	202.00	11.1856	0	0
1912	208.75	202.00	11.1857	0	0
1913	208.75	202.00	11.1858	0	0
1914	208.75	202.00	11.1859	0	0
1915	208.75	202.00	11.1860	0	0
1916	208.75	202.00	11.1861	0	0
1917	208.75	202.00	11.1862	0	0
1918	208.75	202.00	11.1863	0	0
1919	208.75	202.00	11.1864	0	0
1920	208.75	202.00	11.1865	0	0
1921	208.75	202.00	11.1866	0	0
1922	208.75	202.00	11.1867	0	0
1923	208.75	202.00	11.1868	0	0
1924	208.75	202.00	11.1869	0	0
1925	208.75	202.00	11.1870	0	0
1926	208.75	202.00	11.1871	0	0
1927	208.75	202.00	11.1872	0	0
1928	208.75	202.00	11.1873	0	0
1929	208.75	202.00	11.1874	0	0
1930	208.75	202.00	11.1875	0	0
1931	208.75	202.00	11.1876	0	0
1932	208.75	202.00	11.1877	0	0
1933	208.75	202.00	11.1878	0	0
1934	208.75	202.00	11.1879	0	0
1935	208.75	202.00	11.1880	0	0
1936	208.75	202.00	11.1881	0	0
1937	208.75	202.00	11.1882	0	0
1938	208.75	202.00	11.1883	0	0
1939	208.75	202.00	11.1884	0	0
1940	208.75	202.00	11.1885	0	0
1941	208.75	202.00	11.1886	0	0
1942	208.75	202.00	11.1887	0	0
1943	208.75	202.00	11.1888	0	0
1944	208.75	202.00	11.1889	0	0
1945	208.75	202.00	11.1890	0	0
1946	208.75	202.00	11.1891	0	0
1947	208.75	202.00	11.1892	0	0
1948	208.75	202.00	11.1893	0	0
1949	208.75	202.00	11.1894	0	0
1950	208.75	202.00	11.1895	0	0
1951	208.75	202.00	11.1896	0	0
1952	208.75	202.00	11.1897	0	0
1953	208.75	202.00	11.1898	0	0
1954	208.75	202.00	11.1899	0	0
1955	208.75	202.00	11.1900	0	0

LE MONDE

LES COURS

— S. A. le prince Yorihito, à son retour d'une visite aux régions dévastées, a remis la somme de 20.000 francs à M. Pichon, pour être distribuée aux œuvres militaires.

INFORMATIONS

—

